Changer les politiques pour une pêche plus durable : quelles leçons tirer des expériences des pays de l'OCDE ?

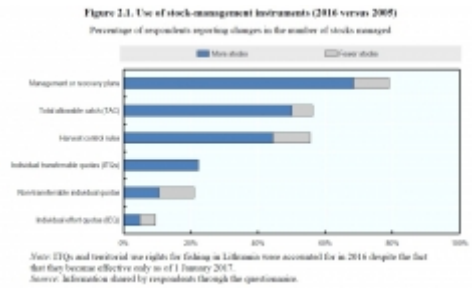
15 avril 2019

Un rapport de l'OCDE analyse les changements de politiques en faveur de la durabilité du secteur de la pêche, afin d'en cerner les déterminants et les caractéristiques, et d'en tirer des leçons pour l'action publique. L'étude se fonde sur une revue de la littérature en économie politique et sciences de gestion, complétée par des données nationales issues de 16 réponses à un questionnaire envoyé aux 38 pays participant au Comité des pêches de l'Organisation. Les discussions d'un groupe d'experts et de parties prenantes sont également mobilisées.

Le rapport souligne la nécessité d'une gestion plus durable : un tiers des pêcheries sont aujourd'hui surexploitées, contre 10 % en 1970, avec un poids significatif des pratiques illicites, à quoi s'ajoutent les dommages sur la biodiversité et les impacts négatifs du changement climatique sur les ressources halieutiques. Mais les obstacles au changement sont nombreux : tensions entre objectifs multiples (durabilité, économie, emploi, etc.), pertes de revenu à court terme, gestion multi-échelle d'une ressource par nature mobile et difficilement observable, etc.

Malgré ces défis, la majorité des pays a fait évoluer ses politiques de la pêche vers plus de durabilité entre 2005 et 2016 : introduction d'outils de gestion des stocks (totaux admissibles de capture, de quotas, etc.), redéploiement des subventions aux pêcheurs vers les services de support (infrastructures portuaires, instruments de mesure, formation, recherche, etc.), et amélioration de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Utilisation des outils de gestion des stocks



Source : OCDE

Le principal moteur de ces changements, dans une majorité de pays, a été la prise de conscience de l'épuisement de la ressource halieutique, bien davantage que les performances économiques et sociales de la filière. Les initiatives des autorités gestionnaires et les engagements juridiques ont également été déterminants. Les auteurs en tirent des leçons pour catalyser les dynamiques de changement, notamment : améliorer la production et la gouvernance des données et des connaissances ; utiliser davantage le cadre législatif, plus efficace que les mécanismes informels pour assurer l'engagement des acteurs ; mobiliser de façon représentative les parties prenantes ; appliquer les principes de transparence et d'intégrité en matière de lobbying.

Julien Hardelin, Centre d’études et de prospective

Source : OCDE